

Klaus BRINGMANN, *Historia republiki rzymskiej. Od początków do czasów Augusta* [«Histoire de la République romaine. Des origines à l'époque d'Auguste»], traduit en polonais par Anna GIERLIŃSKA, Poznań: Wydawnictwo Poznańskie, 2010, 442 pp., ISBN 978-83-7177-700-4, PLN 48,00.

Le livre de Klaus BRINGMANN [= B.], professeur émérite de l'Université de Francfort-sur-le-Main, a l'ambition de retracer plusieurs siècles d'histoire de Rome. Son cadre chronologique n'englobe pas seulement la période républicaine telle qu'on l'entend habituellement, mais aussi l'époque de la monarchie et le principat d'Auguste. Cette perspective est donc différente des approches traditionnelles de l'ère républicaine. On notera que la version allemande originale de l'ouvrage (*Geschichte der römischen Republik. Von den Anfängen bis Augustus*) est parue aux éditions C.H. Beck en 2002.

Cette *Histoire de la République romaine* est divisée en cinq chapitres: «Rome et l'Italie», «Rome et le monde méditerranéen», «La crise de la République et ses causes», «La chute de la République», et «Auguste, destructeur et restaurateur de la République». Les annexes, à la fin du volume, comprennent un «Calendrier», des «Remarques sur l'état des recherches et la littérature spécialisée», un «Index des illustrations et des cartes», un «Index des noms de personnes» et un «Index des noms géographiques».

Le titre de l'ouvrage est quelque peu trompeur, laissant entendre qu'il traite de l'histoire de Rome dans son ensemble alors que l'historien allemand se concentre sur l'histoire politique de la République. B. reconnaît d'ailleurs lui-même dans son avant-propos que son livre est «une analyse politique de l'histoire de la République, et pas un manuel typique présentant une connaissance encyclopédique sur tous les domaines de l'époque», mais il signale aussi que «toutes les informations nécessaires à comprendre le processus historique y sont prises en compte», soulignant que «ceci concerne surtout les questions économiques et sociales, dont la religion, l'acculturation et la mentalité». On peut dès lors se demander si l'auteur a bien réussi à réaliser cette ambition. Ses interprétations de l'évolution économique et sociale sont, en effet, assez superficielles et très sélectives. Des mécanismes économiques aussi complexes et ayant une incidence aussi fondamentale sur la vie politique que l'apparition et le développement de l'activité des villas, l'essor des productions non agricoles et du commerce à l'échelle du bassin méditerranéen, l'activité financière croissante des élites romaines et le rôle économique de plus en plus marqué des esclaves et affranchis, semblent échapper totalement à l'attention de l'auteur ou n'ont pas beaucoup de place dans sa narration. Cette marginalisation des affaires économiques et sociales est un des principaux points faibles de l'ouvrage du chercheur allemand.

Les observations de B. sur l'histoire politique de la Rome républicaine sont d'une manière générale convaincantes. On ne manquera pas d'être sensible à son analyse très pointue des processus de crise et de chute de la République, puis à son analyse du principat d'Auguste. Ses réflexions et interprétations concernant les processus qui ont entraîné la mise en place du pouvoir impérial sont probablement l'apport le plus précieux de son ouvrage. Étant donné les centres d'intérêt de B. – ses principaux travaux traitent du déclin de la République et des débuts de l'Empire – on était bien sûr en droit de s'attendre à ce résultat. Mais il faut souligner que l'auteur a réussi à présenter le processus complexe du changement de régime aux deux derniers siècles avant notre ère de manière passionnante, en sachant sortir des sentiers battus académiques. Ses nombreux apartés détaillés ne perturbent à aucun moment la clarté générale de sa conception.

B. concentre sa narration sur les actes des protagonistes les plus importants de la scène politique romaine. Exception faite de leurs activités militaires, le milieu naturel dans lequel ils évoluaient était l'*Urbs*. Conséquence de l'adoption de cette perspective, il n'aborde la problématique italienne que de façon très succincte. À la lecture de son *Histoire de la République romaine*, on

a l'impression que les habitants des villes de la Péninsule, exception faite de la période du *bellum sociale*, n'étaient que des spectateurs passifs de la grande histoire qui se jouait sous leurs yeux. On comprend dans ce contexte que la législation municipale de César soit totalement ignorée dans le passage du livre consacré à l'activité législative du dictateur.

Nos principales réserves portent toutefois sur les opinions de l'historien allemand concernant les débuts de Rome. Ses interprétations ne tiennent pas compte des études majeures de A. MOMIGLIANO, C. AMPOLO, T. CORNELL ou A. GRANDAZZI. B. ignore aussi les découvertes sensationnelles de l'équipe de A. CARANDINI au Palatin, au terme de fouilles archéologiques réalisées dans les années 1980 et 1990. On peut – et il faut même – rejeter les interprétations imaginaires de CARANDINI à partir de ses découvertes archéologiques, mais il ne peut être question de passer totalement sous silence les résultats des fouilles mêmes. B. accepte sans réserves la chronologie de la fondation de Rome qui a été en vigueur des années 1960 à la fin du XX^{ème} siècle (situant la fondation au tournant des VII^{ème} et VI^{ème} s.) sans sembler s'apercevoir que les chercheurs sont de plus en plus nombreux à en reculer l'époque. La proposition la plus convaincante actuellement, celle de C. AMPOLO, la place au milieu du VII^{ème} siècle. L'auteur ne doute pas de l'origine étrusque de Rome alors que la thèse de T. CORNELL sur l'influence décisive de la civilisation hellénique sur le processus de structuration politique de Rome a été acceptée par beaucoup d'historiens et d'archéologues. C'est de sa part une critique bien malheureuse de la méthode de recherche de CORNELL que de la qualifier de «contamination problématique des découvertes archéologiques par des sources écrites fictives» (p. 407).

La lecture de l'annexe traitant de l'état des recherches donne l'impression que B., à quelques rares exceptions près, ne considère comme pertinents que les travaux d'auteurs allemands. Il est pourtant difficilement concevable d'ignorer complètement les apports de chercheurs aussi éminents que A. MOMIGLIANO ou F. MILLAR. Par moment aussi, l'absence totale de doutes de B. par rapport au bien-fondé des thèses qu'il avance est irritante, surtout lorsqu'il est question des premiers temps de l'histoire de Rome, si pauvrement documentés. Sa narration ne contient, somme toute, pas de problèmes ouverts au débat. Une telle approche est susceptible de surprendre le lecteur polonais que la lecture des synthèses de l'histoire de l'Antiquité grecque et romaine d'E. WIPSYCYKA et B. BRAVO ou de A. ZIÓLKOWSKI a habitué à une autre présentation des processus historiques complexes.

Les faiblesses de cette *Histoire de la République romaine* relevées ici rendent l'ensemble de l'ouvrage très inégal. On appréciera certainement à leur juste valeur les chapitres consacrés à la conquête du monde méditerranéen et à la crise et au déclin de la République. Les considérations de B. sur le régime de la République classique et la conquête de l'Italie ne suscitent pas non plus de grandes objections. L'ouvrage est en somme une excellente synthèse de l'histoire politique de Rome du IV^{ème} siècle au principat d'Auguste. Mais les interprétations de l'auteur concernant l'époque de la monarchie et les débuts de la République, ainsi que son exposé des influences mutuelles des phénomènes économiques et sociaux d'une part, et politiques de l'autre, ne sont pas le point fort de son *Histoire de la République romaine*.

Andrzej Łoś
Université de la Basse Silésie